

Sommet pancanadien de l'économie citoyenne 2010

Document thématique n° 6 : Bâtir une économie citoyenne mondiale

Comité international – Réseau canadien de DÉC

Version finale – mai 2010

Recommandations endossées par le Sommet

Contexte

Le Sommet pancanadien de l'économie citoyenne, du 30 mai au 1^{er} juin 2010, est un rassemblement sans précédent des chefs de file et des représentants des secteurs du développement économique communautaire, de la coopération et de l'économie sociale. Ensemble, ils élaboreront un programme commun et appelleront à l'action pour une économie sûre et durable qui place les êtres humains et la planète au premier rang. Le Sommet cherche à mobiliser des réseaux et des organismes en s'appuyant sur les meilleures recherches, en se dotant d'un plan d'action commun et en faisant connaître le secteur aux politiciens, aux décideurs, aux dirigeants du secteur non gouvernemental et aux médias grand public.

Au cours du processus de préparation au Sommet, on a ébauché six documents de fond portant sur des thèmes qui mettent l'accent sur les forces, les défis et les propositions d'action clé visant à renforcer le mouvement. Ces documents de fond ont été l'objet d'un processus d'engagement et de sensibilisation afin que les participants au Sommet et les autres intervenants les examinent et fournissent une rétroaction entre le 1^{er} mars et le 15 mai. Les documents révisés sont présentés au Sommet, où une déclaration commune et un plan d'action seront élaborés.

Pour consulter la dernière version des autres documents et pour obtenir plus d'information sur le Sommet, rendez-vous à l'adresse suivante <http://economiecitoyenne.wikispot.org>.

Vers une économie citoyenne mondiale : Résumé

À l'heure actuelle, la mondialisation touche toujours plus les économies locales. Les décisions prises par les grandes instances internationales telles que l'Organisation mondiale du commerce et les accords entre entreprises transnationales ont des répercussions sur l'ensemble des pays et des communautés de la planète. Face aux grands enjeux mondiaux de l'heure telles les crises climatiques, alimentaires, économiques et financières, partout sur la planète, des initiatives et des actions de construction d'une économie citoyenne se sont considérablement développées dans les dernières années. Que ce soit au niveau local, régional, national ou international, ces initiatives centrées sur satisfaction des besoins des populations et non sur les profits se répandent. En particulier, ces initiatives visent à sortir les populations de la pauvreté, car que ce soit au Canada ou

dans les pays du Sud, l'amélioration du sort des plus démunies a un effet positif sur le bien-être de toute la société.

Il est évident que pour progresser vers la construction d'une économie citoyenne partout dans le monde, il est fondamental de partager les connaissances et les expériences en matière d'activités économiques et de politiques publiques.

Table des matières

1. État des lieux actuel.....	2
2. Les acteurs clés.....	3
3. Questions et enjeux majeurs.....	4
4. Propositions.....	7

1. État des lieux actuel.

Développement et coopération internationale

Depuis plus d'un demi-siècle, de nombreuses organisations canadiennes, la plupart du temps avec l'appui du gouvernement du Canada (notamment par le biais de l'ACDI), interviennent dans les pays en développement, aussi appelés pays du Sud, en dispensant des secours d'urgence, soutenant le développement communautaire, favorisant le respect des droits de la personne et encourageant les mouvements sociaux. Les Canadiennes et les Canadiens font preuve de générosité et de volonté à l'égard de l'aide et du développement international, notamment lors de catastrophes naturelles, comme le tsunami de 2004 ou le tremblement de terre d'Haïti du 12 janvier dernier.

En général, ce soutien et cette implication ont été bien reçus par les pays en développement. Par ailleurs, la population canadienne considère le développement international comme faisant partie du rôle du Canada, leader mondial dans les efforts de paix. En effet, c'est le Canada qui est à l'origine de la proposition pour l'instauration des mesures de maintien de la paix avec les Casques bleus de l'ONU. Cette initiative a d'ailleurs été reconnue par l'octroi du Prix Nobel au Premier ministre du Canada d'alors, Lester B Pearson en 1957. De plus, le Canada jouit d'une réputation de neutralité idéologique. Ainsi, le Canada est une puissance moins coloniale et moins impérialiste. Cette réputation aide et souvent facilite le travail des ONG et des Canadiennes et des Canadiens ainsi que l'élaboration de partenariats solides avec les pays en développement, le Sud.

À l'échelle internationale, le Canada a également été à l'avant-garde dans le domaine de l'aide au développement. Lors de la Commission de l'ONU de 1969, présidée par le Premier ministre Pearson, les pays développés ont approuvé une contribution équivalant à 0,7 % de leur PIB à l'aide internationale des pays en développement. Cet engagement a maintes fois

été renouvelé par les principaux pays donateurs, récemment lors du Sommet de Monterrey en 2002. Cependant, malgré cet engagement, en 2008, la contribution canadienne à l'aide au développement ne représentait que 0,32 % de son PIB.

Pendant ce demi-siècle, la population canadienne et le gouvernement du Canada ont manifesté leur solidarité pour les luttes des peuples pour la démocratie et la justice; par exemple, les luttes contre les dictatures en Haïti ou au Chili, la lutte contre l'apartheid et la lutte pour les droits du peuple palestinien. De même, le Canada et sa population accueillent souvent les réfugiés voulant s'établir au Canada à bras ouverts.

Depuis maintenant plus de 50 ans, le Canada est une force puissante de l'équité et de la solidarité internationale. Il a ainsi contribué à l'amélioration de la sécurité des personnes, à la bonne gouvernance, à la démocratisation et au développement durable.

2. Les acteurs clés

Depuis les années 1950, les ONG canadiennes, la plupart d'entre elles ralliées sous le Conseil canadien de coopération internationale (CCCI), sont engagés dans la plupart des pays du Sud. Depuis plus de 25 ans, beaucoup d'autres organismes et groupes canadiens, tels que les gouvernements locaux, les syndicats, la société civile, le monde des affaires, le développement économique communautaire et les universités, participent également à diverses activités dans le domaine du développement et de la solidarité internationale.

En plus du mouvement coopératif canadien qui s'implique depuis plus de 60 ans, de nombreuses organisations, de nature très variée, partout dans les régions et villes du Canada, ont développé des activités et des partenariats au niveau international. Ainsi, des liens de coopération et de solidarité se sont développés dans des domaines variés, soit le commerce équitable, le développement économique communautaire, les peuples autochtones, la finance sociale (dont la microfinance), des entreprises sociales (coopératives ou OSBL). Par ailleurs, de nombreux organismes canadiens participent à des réseaux ou organisations internationales qui interviennent dans les questions de développement telles que l'AWID (Association of Women in Development) ou la Marche mondiale des femmes.

Ainsi, maintenant, il y a des milliers de Canadiens et Canadiennes qui agissent à titre de coopérant dans divers pays; il y a des échanges directs de connaissances et expertises entre organisations et réseaux d'ici et d'ailleurs. L'échange de connaissances va dans les deux directions.

Les caisses de crédit et d'épargne canadiennes soutiennent depuis longtemps leurs homologues du Sud, alors que les fonds d'emprunt communautaires du Canada utilisent des outils développés dans le Sud (les cercles d'emprunt, par exemple). Il en est de même des cuisines communautaires, par exemple, concept développé au Pérou. En plus des réseaux historiques tels que l'Alliance coopérative internationale (ACI), ou encore la Confédération syndicale internationale (CSI) de nombreux réseaux internationaux, qui s'inscrivent tous

dans une approche économique centrée sur les besoins de la population, se sont créés. Pour n'en citer que deux, mentionnons la *World Fair Trade Organisation (WFTO)* et l'*Association internationale des investisseurs en économie sociale (INAISE)*. Des organisations canadiennes sont présentes dans ces réseaux.

Plus globalement, depuis maintenant près de 15 ans, l'ensemble de ces secteurs se réunit, au Sud et au Nord, dans des conférences internationales organisées par le *Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale et solidaire (RIPESS)*.

Ces dernières années, notamment à cause des diverses crises, qu'elles soient alimentaires, financières ou climatiques, cette approche d'économie sociale et solidaire, assez similaire au concept d'économie citoyenne, se développe sur l'ensemble des continents.

D'ailleurs, cette approche d'économie sociale et solidaire, qui s'appuie sur la prise en main de leur développement par les populations elles-mêmes, est maintenant de plus en plus crédible auprès de gouvernements (Brésil, Mali, Maroc, Québec, etc.), ou encore auprès d'organisations internationales comme l'Organisation internationale du travail (OIT) ou le programme Local Employment and Economic Development (LEED) de l'Organisation pour la coopération et de développement économique (OCDE).

3. Questions et enjeux majeurs

En 2000, l'assemblée générale des Nations Unies adoptait les objectifs suivants appelés les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) :

- Objectif 1. Réduire l'extrême pauvreté et la faim.
- Objectif 2. Assurer l'éducation primaire pour tous.
- Objectif 3. Promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes.
- Objectif 4. Réduire la mortalité infantile.
- Objectif 5. Améliorer la santé maternelle.
- Objectif 6. Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies.
- Objectif 7. Assurer un environnement humain durable.
- Objectif 8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

Ces objectifs ont pour but de réduire de moitié la proportion de personnes vivant en situation d'extrême pauvreté dans le monde. Cependant, les décisions prises par les gouvernements et par les grandes institutions n'ont pas été conséquentes. Des progrès ont été réalisés pour certains de ces objectifs. Cependant, on sera bien loin d'atteindre les OMD d'ici 2015. Un rapport du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) montre que si des progrès ont été réalisés dans certains cas, d'autres affichent des résultats négatifs, par exemple le financement de l'aide au développement officielle (ADO) a baissé.

Pourtant, le PNUD maintient qu'il est encore possible de réaliser les OMD¹. Cette affirmation paraît bien optimiste compte tenu de l'état actuel des politiques à l'échelle internationale et nationale.

Enjeux mondiaux

Depuis 2000, diverses crises, liées au climat, à l'énergie (inadéquation grandissante entre production et consommation du pétrole), à l'alimentation ou encore au système financier (qui ensemble ont provoqué une crise plus globale de l'économie), sont venues aggraver la situation générale dans bien des pays du monde, aussi bien dans les pays en développement, que dans les pays dits « développés ». On peut prendre l'exemple de l'alimentation et de la production agricole. L'Organisation mondiale du commerce (OMC) vise à libéraliser encore plus les réglementations commerciales de l'agroalimentaire, ce qui profitera principalement aux grandes multinationales. Or, il est un fait acquis que 70 % des pauvres de la planète sont des paysans. Si les agences internationales et les pays donateurs étaient sérieux dans la lutte à la pauvreté, c'est le renforcement de l'agriculture paysanne qu'il faudrait privilégier et non pas la libéralisation du commerce au profit des multinationales. Bien sûr, l'aide aux petits paysans africains annoncée récemment est encourageante; cependant, on a besoin de beaucoup plus d'initiatives de ce genre.

L'agriculture n'est qu'une question parmi d'autres. Il y a également la question de l'eau, de l'énergie, du logement, de l'éducation et de la santé.

Tant que les politiques nationales et internationales ne privilégieront que le commerce et les intérêts des pays donateurs d'abord, sans tenir en compte les besoins des populations, nous faisons du surplace, voire même des dégradations des situations, entre autres liées au réchauffement climatique.

Le système financier international, la spéculation des devises et des biens, représente un autre enjeu. Un nombre croissant d'organismes défendent l'adoption d'une taxe sur les transactions financières. En décembre 2009, le gouvernement français a approuvé ce concept. Le Leading group on Innovative Financing Development, groupe leader de l'innovation financière pour le développement regroupant 55 pays et organismes internationaux, met le d'avant différents mécanismes qui généreraient des fonds destinés à l'aide au développement officielle. Cette proposition est à l'ordre au jour des débats du G20.

L'économie citoyenne : cadre stratégique pour un avenir mondial

Au cours des dix dernières années, partout sur la planète, les populations et les communautés poursuivent la voie tracée depuis près d'un demi-siècle, à savoir la prise en charge par les populations elles-mêmes de leur propre développement et devenir. Les membres des quartiers ou des régions dévitalisés du Canada, de l'Afrique et de l'Asie développent, souvent par nécessité, cette approche, ce processus, qui permet de construire leurs propres outils de développements. Souvent ce sont des entreprises collectives telles

¹ <http://www.undp.org/mdg/>

que des coopératives ou des entreprises sociales (organisation sans but lucratif), voire des petites et moyennes entreprises à propriété collective et locale, qui avec le concours des autorités locales, reconstruisent, ou construisent, un tissu économique et social centré sur les besoins des populations locales, soit en produits, en services, en emplois, etc.

Une économie citoyenne cible la protection et le développement des communautés; son approche est basée sur l'inclusion et la participation. Une économie citoyenne reconnaît qu'il est important de mettre en œuvre une approche basée sur les sexes. Cette approche a obtenu de très bons résultats dans de nombreux pays, dont le Canada. Elle se concentre sur l'inclusion sociale pour toutes et tous, y compris les minorités telles que les peuples autochtones; les réfugiés politiques et économiques; les groupes défavorisés, soit les personnes handicapées ou encore les personnes âgées; les groupes faisant face à d'autres obstacles (revenu, participation, etc.)

Pour nous, c'est un fait indéniable que le développement ne vient pas du haut. Les politiques et programmes des gouvernements ne peuvent qu'encadrer, appuyer et supporter les projets et actions développés par les populations elles-mêmes. La faillite de l'approche descendante, du haut vers le bas, est bien documentée.

Le rôle essentiel de la société civile

Au cœur de la construction d'une économie citoyenne, nous affirmons que le rôle d'une société civile, indépendante et vigoureuse, est un élément central, que ce soit au Canada, au Brésil, au Népal ou au Mali. Le développement d'une économie citoyenne, axée autour de l'économie sociale et solidaire et le développement local et régional, n'existerait pas si l'ensemble des forces de la société civile n'était pas impliqué dans ce processus. Ainsi, que ce soit au Canada ou dans d'autres pays et continents, il s'avère que le renforcement des organisations de la société civile est une clé essentielle pour bâtir une économie citoyenne et responsable et pour construction d'une gouvernance démocratique des diverses sociétés. Mais, ce n'est pas un fait acquis dans la plupart des sociétés, voire même dans toutes les régions du Canada. Souvent, pour les gouvernements, du Nord comme du Sud, la société civile est vue comme une nuisance, ou au moins un groupe d'intérêt, une force revendicatrice avec laquelle on est obligé de composer et dont on se passerait bien.

Dans le développement de cette approche d'une économie citoyenne, le réseautage entre les différentes organisations, à l'échelle locale et internationale, s'avère être un outil indispensable, car il faut développer des analyses et des stratégies communes. Il faut s'appuyer mutuellement, il faut apprendre les uns des autres et il faut être organisé pour mener à bien des activités de promotion, de développement, de commerce équitable et de défense des intérêts. La co-construction de politiques publiques au service d'une approche d'économie citoyenne dépend de cet engagement. En effet, les politiques élaborées exclusivement par les structures étatiques ou les organisations internationales, et ce même par des personnes bien intentionnées, ne répondent pas ou peu aux besoins des organisations et populations sur le terrain et n'encouragent pas leur propre prise en main.

Notre vision est internationaliste et solidaire. Nous n'avons qu'une seule planète; nous appartenons à une même humanité. La solidarité joue donc un rôle déterminant.

4. Propositions pour une économie citoyenne

Une économie citoyenne ne peut se construire de façon isolée, dans une seule région ou dans un seul pays. L'économie mondiale est tellement globalisée qu'à tout moment, ce qui se passe ailleurs a nécessairement des conséquences sur toutes les communautés de la planète, qu'on le veuille ou non.

Ainsi, nous nous engageons, dans nos milieux respectifs :

RECOMMANDATION 1

Que les organisations canadiennes travaillent avec d'autres réseaux internationaux pour promouvoir activement et créer une économie sociale et solidaire à travers le monde.

RECOMMANDATION 2

Militer fortement pour que le Canada réponde à ses engagements internationaux, en particulier par rapport aux Objectifs de développement du millénaire (ODM) des Nations Unies et qu'il consacre 0,7 % du PIB à l'aide au développement officiel; développer un échéancier pour répondre à ces engagements, à l'intérieur du cadre de la *Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle*, projet de loi C-293.

RECOMMANDATION 3

Que les organisations canadiennes militent pour que la nouvelle priorité en matière de croissance économique de l'ACDI inclut des stratégies pour promouvoir une économie sociale et solidaire mondiale.

RECOMMANDATION 4

Soutenir la mise en place d'une taxe de solidarité internationale telle qu'une taxe sur les opérations financières.

RECOMMANDATION 5

Promouvoir et défendre de façon proactive l'importance cruciale que les personnes prennent en main leur propre développement et le rôle fondamental que joue la société civile dans l'appui à cette approche.

RECOMMANDATION 6

Sensibiliser et impliquer les membres au sein de nos organismes respectifs, et la population en général par rapport aux questions de développement et aux valeurs de créer une économie citoyenne qui ne met personne de côté, au Canada et dans le monde.

RECOMMANDATION 7

Se mobiliser et militer pour que l'ensemble du commerce international selon les principes de justice et d'équité, garantissant la dignité et des conditions de travail et des salaires décents, et ce, dans le respect de l'environnement.

RECOMMANDATION 8

Encourager l'échange des connaissances et renforcer la capacité des communautés et de la société civile à coconstruire et contrôler les politiques publiques favorables à des économies sociales et solidaires, à l'échelle locale, nationale et internationale.

Références

Millennium Development Goals (MDG)

<http://www.undp.org/mdg/>

Canadian Council for International Cooperation

<http://www.ccic.ca/>

Leading group on Innovative Financing Development

<http://www.leadinggroup.org>

Better Aid

<http://www.betteraid.org/>